

VOIX DU MONDE RURAL

2008/02 N° 90

L'AGRICULTURE FAMILIALE PAYSANNE

VMR

Rédacteur en chef:

Mme Daisy HERMAN

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Tél/fax: 32-83-65 62 36

www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

28^e année

Impression:

IMPRIBEAU
Beauplateau 1
6680 SAINT-ODE
BELGIQUE
www.impribeau.be

Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Joseph KAMA - Sénégal</i>	
Informations générales	29
Votre rubrique	31

En couverture : Travaux des champs

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Région de Hardehausen (Allemagne) - Avril 2008

Poursuivant notre réflexion sur la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire, il nous apparaît que l'agriculture familiale paysanne pourrait être un modèle alternatif intéressant à développer car il combine les concepts de souveraineté alimentaire, d'économie solidaire et de développement durable. Il est en quelque sorte une mise en œuvre concrète de tous ces concepts. À l'opposé de l'agriculture industrielle et intensive, l'agriculture familiale paysanne donne priorité à une vie « humaine » pour le paysan et sa famille.

Le dossier de ce VMR nous présentera ce que peut l'agriculture familiale paysanne, les défis qu'elle doit relever et les exigences pour que la souveraineté alimentaire soit une réalité.

Dans le contexte actuel de la crise alimentaire mondiale, nous sommes confirmés dans nos réflexion et volonté de donner vie à tous ces concepts qui peuvent réellement être une alternative au système dominant de l'économie néo libérale et du modèle d'exploitation à outrance qu'elle promeut.

Bien que les grands de ce monde se penchent sur cette question, que ce soit au moment de la Conférence de haut niveau qui a eu lieu à la FAO du 3 au 5 juin ou encore lors de la 7^{ième} session spéciale de la Commission des Droits de l'Homme, les résultats de ces travaux ne vont pas nécessairement dans le sens d'un changement de modèle. Les propositions émises vont davantage dans une tentative de sauver les modèles dominants ou dans des propositions, telles que le développement des agro-carburants, qui affecte déjà de nombreux paysans dans de nombreuses régions du monde. Vous trouverez l'illustration de ce propos tant dans la rubrique «actions des mouvements» que dans l'interview de Joseph Kama du Sénégal.

Plus que jamais il est de notre rôle en mouvement de nous informer sur ces enjeux mondiaux, de réfléchir à des alternatives pour que nous puissions continuer à vivre en paix dans ce monde. La dégradation rapide des ressources, des termes des échanges économiques nous laissent à penser que le monde marche à l'envers. Si nous voulons offrir un futur à nos enfants, il est grand temps d'inverser la vapeur, de redécouvrir les valeurs de partage et de solidarité, de veiller à la préservation des ressources. Lors de son séminaire de mai dernier, les membres du Comité exécutif ont commencé à parler de décroissance, modèle qui promeut une consommation responsable pour le maintien de valeurs de justice et de redistribution dans le cadre d'une économie solidaire qui respecte la diversité des cultures, les initiatives locales et le monde rural. Nous y reviendrons sans doute au cours des mois qui suivent...

Nous vous rappelons « Votre rubrique » en page 31, ainsi que le blog de la FIMARC <http://fimarc.wordpress.com/> . Ces rubriques sont les vôtres, n'hésitez pas à les alimenter.

Bonne lecture de ce VMR.

*Daisy Herman
Secrétaire générale*



Action des Mouvements

Kenya

Suite à l'éruption de violence qui a suivi l'élection présidentielle, de nombreuses personnes ont été déplacées, des cultures détruites, des villages incendiés. Le prix de la nourriture a augmenté drastiquement et un sac de fertilisant de 50 kgs qui coûtait 1500 Ksh (15,65 €) est passé à ce jour à 4000Ksh (41,70€). Un autre problème est celui de l'eau potable. Le secteur de l'eau ayant été privatisé, de moins en moins de personnes y ont accès. L'association KIDEP organise des formations en agriculture biologique, proposant aux paysans de fabriquer leur compost à partir de fumier et de matières naturelles pour tenter de répondre aux besoins de fertilisants pour la saison qui s'annonce.

République démocratique du Congo

Les députés de l'opposition de la République démocratique dénoncent les accords conclus en avril avec des firmes chinoises, notamment un contrat pour exploiter 30 millions d'hectares de palmiers destinés à la fabrication d'agro-carburants. Ils accusent le pouvoir de négocier à la baisse les contrats

avec la Chine. Sans refuser la coopération avec la Chine, l'opposition demande le rééquilibrage des intérêts des uns et des autres.

Egypte

Depuis l'antiquité, l'Égypte est connue comme un pays agricole dont les terres sont enrichies chaque année par les crues du Nil, ce dont témoignent les fresques murales de tous les temples. Depuis les années 50, la crise alimentaire s'est installée dans le pays pour prendre ces derniers mois des proportions importantes. L'Égypte qui comptait une population de 35 millions d'habitants au début des années 1970 atteint aujourd'hui les 80 millions. Cette évolution rapide de la démographie, le développement des cultures d'exportation et l'engouement des populations pour la vie en ville, fait que le pays ne peut absolument pas faire face aux besoins de base en nourriture. Face à cette situation de dépendance des importations - que ce soit en alimentation ou en semences - les groupes encadrés par l'ADIM dans le diocèse de Minia, tentent de s'organiser pour produire de manière organique les produits nécessaires au marché local.

Colombie

Comme dans d'autres pays de la région, l'option prise par les autorités pour éradiquer la faim et la pauvreté est le développement des agro-carburants. En mars 2007, la Colombie a déclaré vouloir devenir le 1er producteur d'Amérique latine de biodiesel pour se hisser à la 5^{ème} place des producteurs mondiaux d'huile de palme. L'organisation ATI est très préoccupée par cette politique et a lancé une campagne pour le droit à l'alimentation tout en développant le dialogue entre les producteurs, les transformateurs et les consommateurs.

Argentine

Depuis le mois de mars, le monde agricole argentin est en grève. La raison de cette grogne est l'augmentation importante de la taxation des produits destinés à l'exportation. Cette hausse - qui a pour objectif de garder la production à l'intérieur du pays - est au départ une idée généreuse mais, dans les faits, la production baisse à cause de la taxation trop importante et le prix des produits alimentaires a augmenté, comme par exemple la viande qui a subi une augmentation de près de 40% en 1 an ou encore le lait et ses produits dérivés qui ont augmenté de 60%... Depuis plus de 2 mois, la situation est bloquée.

Les paysans coupent les routes et empêchent les camions chargés d'aliments d'approvisionner les grandes villes afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il revienne sur sa décision d'augmentation des taxes sur la production.



*Manifestation paysanne
Mars 2008 - Argentine*

El Salvador

Le 30 avril 2008, les députés ont approuvé de manière très rapide - comme alternative à la crise alimentaire - l'usage de semences transgéniques en abolissant l'article 30 de la Loi sur les Semences qui interdit l'introduction, la commercialisation, la recherche et la distribution de ces semences dans le pays. Un groupe de paysans a envoyé une lettre au Président du pays, dénonçant cette situation et lui demandant d'interdire cette modification de l'article 30.



La demande porte également sur la mise en place de mécanismes pour la gestion des risques tels que définis par le Protocole de Carthagène, sur le développement d'une politique agricole nationale qui ne génère pas de dépendance par rapport aux transnationales de production transgénique et qui appuie le secteur paysan par des subsides et la régulation des achats et ventes des produits agricoles.

Pakistan

A l'initiative du délégué de ce pays au séminaire asiatique portant sur la Souveraineté alimentaire et l'économie solidaire, plusieurs séminaires ont été organisés au courant des mois de mars et d'avril sur la nécessité et l'importance de l'agriculture durable.

Dans ce pays qui compte 165 millions d'habitants, l'économie est essentiellement agricole. Une étude de la Banque Mondiale indique que 44% des terres cultivables est aux mains de 2% des exploitants

Corée du Sud

La décision des autorités de reprendre les importations de bœuf américain a suscité de nombreux mécontentements dans le pays. Les Sud Coréens craignent la contamination par la maladie de la vache folle. 78% de la population est contre ces importations et l'opposition a demandé la renégociation de l'accord de reprise des importations avec Washington.

Sous la pression populaire, cette reprise a été reportée pour l'instant, officiellement pour des raisons techniques.



Séminaire "Développement durable"- Pakistan

Le 24 avril dernier, des paysans ont décidé d'une action de 8 jours en protestation contre les politiques anti-paysannes du gouvernement, notamment dans l'achat de terres pour le développement de zones économiques spéciales qui serviront surtout au développement des grandes compagnies et des multinationales. Dans le seul Etat de Haryana, 93 de ces zones ont déjà été approuvées et 67 autres sont en examen.

Les paysans se sont également opposés au programme de développement en masse des agro-carburants utilisant le slogan de « la biotechnologie moderne est un terrorisme biologique car il agit comme une arme de destruction massive ».





*Les membres du CE et l'Evêque de Paderborn
Avril 2008 - Allemagne*

Allemagne

Le KLB d'Allemagne a tenu son Assemblée générale en mai dernier et a célébré à cette occasion les 20 ans de l'ILD, service mis en place pour appuyer les projets de développement du mouvement. Les membres du Comité exécutif de la FIMARC ont eu, à cette occasion, l'opportunité de rencontrer les partenaires de l'ILD et de découvrir quelque peu le milieu rural dans la région de Hardehausen.

Espagne

La prochaine exposition internationale de l'eau aura lieu à Saragosse (Espagne) du 14 juin au 14 septembre 2008. Elle aura pour thème « Eau et développement durable ».

Le choix de Saragosse, 5^{ème} ville d'Espagne avec près de 675 000 habitants, n'est pas fortuit. En effet elle arrive bien en tête de toutes les villes, pour sa politique de maîtrise et d'économie de la consommation d'eau urbaine. Alors que cette consommation a augmenté pratiquement dans toutes les grandes villes d'Europe, Saragosse l'a réduite en quinze ans de manière spectaculaire. La quantité d'eau consommée par an avoisine les 63 hectomètres cubes (64,10 en 2006), alors qu'elle dépassait 84 hectomètres cubes en 1995 et 105 hectomètres cubes il y a trente ans, et ceci bien que la population n'ait cessé d'augmenter. Les efforts portent sur deux terrains. L'action contre la déperdition des réseaux et un ensemble de mesures incitant à baisser individuellement et collectivement les consommations.

Croatie

La Croatie indépendante depuis 1991 connaît un essor économique intéressant. De gros efforts sont consentis dans l'industrie du tourisme et dans la préservation des sites naturels. Le monde rural et le secteur agricole qui est de 6% est toutefois dans certaines régions,

relativement abandonné car les jeunes préfèrent vivre en ville plutôt que d'entreprendre le métier d'agriculteur. A terme, cela risque de poser certains problèmes avec une population qui a un taux de croissance négatif de 2,4%.



Lacs de Plitvice, Avril 2008 - Croatie



L'agriculture paysanne familiale pour une économie sociale et solidaire

La nourriture et l'environnement sont des préoccupations beaucoup trop sérieuses pour qu'on les laisse à l'économie de marché. L'agriculture familiale paysanne, qui combine élevage et production végétale, intégrée dans le « pays », gérant l'environnement, produisant sur place et pour la consommation locale, est un moyen de mettre en œuvre une économie sociale et solidaire. À l'opposé de l'agriculture industrielle et intensive, elle donne priorité à une vie « humaine » pour le paysan et sa famille et elle permet réellement de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, instrument de base pour le développement local des familles, des communautés humaines, des pays et des régions.

Le but de ce dossier est de présenter ce que peut l'agriculture familiale paysanne, les défis qu'elle doit relever et les exigences pour que la souveraineté alimentaire soit une réalité.

ÉCHEC DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE

Dans le monde, 20 % de la population riche consomment 86 % des denrées alimentaires, tandis que 20 % de la population pauvre n'en consomment que 1,3 %. Ces chiffres disent le déséquilibre dans notre monde quant à la consommation : 860 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, et cette situation s'aggrave avec la crise alimentaire actuelle dans de nombreux pays. Le monde occidental consomme 45 % de la production mondiale de viande. Or, il faut 35 kilos de céréales pour produire 1 kilo de viande. Des céréales servent à produire de la viande alors qu'elles pourraient nourrir des populations affamées.



L'agriculture familiale paysanne – pour bien la différencier de l'agriculture intensive et industrielle – fournit 50 % de l'alimentation produite dans le monde. En Argentine, 80 % des producteurs sont dans l'agriculture familiale paysanne. Ce secteur agricole garantit une qualité de vie et une alimentation adaptée pour la population. Autre exemple de la dérive de l'agriculture intensive ou industrielle : le Costa Rica importe plus des deux tiers de sa consommation de haricots, alors que c'est une production locale ; en 2002, la valeur des importations de grains de base (maïs, riz, blé, haricot) a été supérieure à la valeur de l'exportation du café.



Les aides publiques vont aux gros producteurs

Au Brésil, les grands propriétaires terriens et les sociétés transnationales contrôlent le commerce agricole, celui des semences, de la production des engrais chimiques et des pesticides : c'est l'agro-industrie. Cette agriculture intensive ne cultive que 17 % des terres cultivables du pays. Et la grande majorité de ces surfaces sont dédiées à la culture de la canne à sucre, du soja ou du café, pour l'exportation ou pour la production d'agro-carburants. Les conséquences du développement de cette agriculture sont dramatiques : expulsion de la main d'œuvre locale, bas salaires ; en 2005, 300.000 salariés ruraux ont perdu leur emploi ; la possession de la terre est concentrée entre les mains d'une minorité.

La Politique Agricole Commune de l'Union européenne favorise l'existence des grandes entreprises agricoles dépendantes de l'importation de protéines végétales pour la production de viande ; elle favorise le dumping à l'exportation, ruinant par là même les petits agriculteurs du Sud. En Wallonie, Région de Belgique, 73 % des aides publiques à l'agriculture vont à 20 % des exploitations, les plus grosses, qui représentent 59 % des superficies agricoles cultivées et seulement 25 % des emplois ruraux. Dans l'Union Européenne, 70 % des aides vont à 30 % des exploitations.



Purnode, Belgique - Mai 2008

Nourrir les populations ou fabriquer des agro-carburants ?

N'est-il pas temps de développer un autre type d'agriculture qui fasse cesser la concurrence entre 28 millions de personnes qui travaillent avec des machines et 1 milliard de paysans qui n'ont que la force de leurs bras ? Faut-il continuer à défricher les forêts en Amazonie, en Indonésie ou en Afrique pour produire des agro-carburants ?

D'autant que l'eau devient une denrée rare : l'agriculture dans le monde absorbe environ 70 % de l'eau douce disponible, notamment dans les pays à agriculture intensive.

Dans le monde, des millions de petits paysans et d'autochtones dépendent de l'agriculture locale et de son développement pour subsister. Les priver de leurs terres et productions locales, c'est les priver de leur droit à l'alimentation. Les Droits de l'Homme impliquent que chaque être humain puisse choisir librement comment il désire faire valoir son droit à l'alimentation: c'est le principe de base de la souveraineté alimentaire.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Connaissez-vous la destination des produits agricoles de votre pays: alimentation, exportation, agro-carburants ?*
- *Quelle est l'importance de l'agriculture paysanne dans votre région ou pays ?*



« L'EQUILIBRE HARMONIEUX DE L'AGRICULTURE FAMILIALE PAYSANNE »

Dans la plupart des pays africains, l'agriculture familiale et paysanne représente de 30 à 50 % de la richesse produite dans le pays. Elle représente la principale source de revenus et de moyens d'existence de 70 à 80 % de la population du continent.

«Seules plusieurs mains réunies permettent de ramasser la farine renversée» dit un proverbe africain. Autrement dit, il faut agir ensemble pour développer les filières locales de production, des activités économiques locales afin d'augmenter le niveau de vie des populations. En Thaïlande, la production de riz biologique permet une augmentation des revenus des producteurs, fournit une alimentation saine et de qualité à leurs familles et aux populations locales. Elle permet le maintien et le développement de l'emploi local.



Région de Slavonie, Avril 2008 - Croatie

Le droit à une alimentation saine et de qualité

Le modèle agricole fondé sur l'agriculture familiale paysanne est un modèle alternatif : organisation et occupation des terres en petites et moyennes exploitations, exigence d'aides financières aux petits agriculteurs, exigence d'une réforme agraire qui garantit la terre aux familles sans terre (4 millions de familles au Brésil), développement de la polyculture et non la monoculture, production d'aliments sains, sans pesticides ni produits chimiques, refus des OGM, création d'emplois locaux, garantie d'un revenu à ceux et celles qui travaillent dans le milieu rural.

Les sociétés demandent aux agriculteurs de fournir aux populations une alimentation saine, diversifiée et de qualité, dans un environnement sain, dans la biodiversité, sans pollution majeure de l'air, des eaux et des sols. Base de l'économie rurale, l'agriculture familiale paysanne est plus qu'un mode de production alimentaire. Elle doit permettre à un maximum de paysans répartis sur tout le territoire de vivre décemment, en produisant sur des exploitations à taille humaine une alimentation saine, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain.





Dix principes de base

« L'agriculture paysanne est la fleur qui ne peut s'épanouir que dans un équilibre harmonieux de ses pétales » (*François Dufour, responsable français du syndicat agricole « Confédération paysanne », affilié à Via Campesina*). Elle met en œuvre une certaine idée du métier de paysan et de l'agriculture, une recherche vers un mieux-être individuel et collectif, et elle a besoin d'un cadre global pour se développer.

Il convient de repenser les fonctions et la place de l'agriculture dans la société. Il faut redonner aux actifs agricoles leur rôle social, économique et écologique, afin de considérer la production agricole dans sa globalité.

L'agriculture familiale paysanne a l'ambition de répondre à cet objectif et repose sur 10 principes de base :

- Répartir les volumes de production afin de permettre au plus grand nombre d'accéder au métier d'agriculteur et d'en vivre. Elle est donc à l'opposé de l'agriculture industrielle et intensive ;
- Être solidaire des paysans des tous les pays et en particulier développer la solidarité entre les paysans des pays pauvres ;
- Respecter la nature ;
- Valoriser les ressources abondantes et économiser les ressources rares, comme l'eau ;
- Rechercher la transparence dans tous les actes liés à la production et à la vente des produits agricoles ;
- Assurer la bonne qualité de goût et sanitaire des produits ;
- Viser le maximum d'autonomie dans le fonctionnement et la vie des exploitations ;
- Rechercher des partenariats avec d'autres acteurs locaux du monde rural, pour dynamiser la vie locale, sociale et humaine ;
- Maintenir la biodiversité de la vie animale et des variétés végétales cultivées, biodiversité qui permet une meilleure vie pour tous ;
- Raisonner toujours à long terme et de manière globale, en inscrivant l'agriculture dans le développement durable.

Face à la crise alimentaire : la décroissance

Tous les jours, dans toutes les parties du monde, nous entendons des histoires dramatiques, résultantes de la crise alimentaire mondiale. Bien que ce soit les paysans qui produisent la nourriture, ils sont parmi ceux qui souffrent le plus de la faim. Les prix des produits alimentaires de base ne cessent d'augmenter, comme c'est par exemple, le cas du riz qui touche plus de 25000 millions de petits paysans particulièrement en Asie.

Lors de la réunion de la FIMARC à Assesse (Belgique), les délégués des 4 continents ont analysé et réfléchi sur la crise alimentaire mondiale.

Les ressources naturelles, l'eau, la terre, les semences, ont comme première destination la vie des êtres humains. Elles sont aujourd'hui privatisées et le plus souvent dans les mains des grandes entreprises soutenues par les institutions financières internationales comme la Banque Mondiale, le FMI ou l'OMC qui en sont les gestionnaires, sans prendre du tout en compte l'objectif principal de nourrir l'humanité.

Nous assistons au développement des monocultures pour la production d'agro-carburants que les multinationales présentent comme une alternative aux carburants fossiles et comme une solution pour l'environnement. Cela provoque en Amérique, en Asie ou en Afrique la destruction des forêts et des cultures vivrières pour produire de l'éthanol ou des carburants similaires. Nous marchons dans un monde à l'envers : aujourd'hui ce sont les voitures et non plus les personnes qui consomment la production globale de céréales.

Nous proposons comme alternative l'agriculture paysanne familiale qui contribue à garantir la souveraineté alimentaire pour des millions de personnes. Cette agriculture respecte la nature, les sols et l'eau, favorise la biodiversité, le développement local et vise à répondre aux besoins des personnes au sein leurs communautés.

Dans un monde qui compte une minorité consumériste et une grande majorité qui vit à la marge de la pauvreté, il est nécessaire de proposer une alternative. Au système néo-libéral mesuré avec le seul indicateur de croissance économique, nous proposons un mode de vie différent : la décroissance, qui promeut une consommation responsable pour le maintien de valeurs de justice et de redistribution, dans le cadre d'une économie solidaire qui respecte la diversité des cultures, les initiatives locales et le monde rural.

Communiqué final du CE de la FIMARC, Assesse, 04/05/2008



Solidarité entre paysans du monde

L'agriculture familiale paysanne a besoin d'un cadre politique global pour se développer et réaliser ses objectifs. La première exigence est de garantir aux producteurs un revenu décent, et la mise en œuvre d'une politique sociale au service de l'emploi en rural. La deuxième est la mise en place de mesures et de moyens qui privilégient la qualité des produits. L'agriculture familiale paysanne agit en faveur du développement local, par la non-concentration des exploitations et des terres, en privilégiant des projets collectifs de développement local en concertation avec les pouvoirs locaux. Par la promotion de la biodiversité, elle préserve la nature. Elle exige enfin des garanties pour le foncier : le droit à la terre pour celui qui la travaille.

Elle a donc une dimension sociale basée sur l'emploi en rural, la solidarité entre paysans, entre régions, entre paysans du monde. Elle doit être économiquement efficace, respecter les consommateurs dans leurs choix alimentaires et préserver la nature. Nous sommes dans la dynamique de l'économie sociale et solidaire, telle que définie dans VMR N° 89.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Comment le métier de paysan est-il perçu dans la société et dans le pays ?*
- *Quel est le poids économique de l'agriculture paysanne ?*
- *Quels sont les choix des pouvoirs publics pour les aides à l'agriculture ?*

AGIR POUR PESER SUR LES DECISIONS DES POUVOIRS PUBLICS

Le principe de la souveraineté alimentaire est la base de la réussite de l'agriculture familiale paysanne. Nous devons agir pour organiser la société à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, en particulier le droit à l'alimentation. Pour réussir à relever le défi de nourrir la population, l'agriculture familiale paysanne a besoin d'un cadre politique qui la soutienne au lieu de favoriser l'agriculture industrielle et la concentration des terres et des moyens de production.

Les ruraux organisés en mouvements, organisations diverses ou syndicats demandent aux Etats de reconnaître et appliquer le principe de la souveraineté alimentaire. Les organisations paysannes doivent participer à toute négociation concernant l'avenir de l'agriculture dans leur pays et dans le monde. Pour peser encore plus sur les décideurs, il faut créer des alliances avec les consommateurs et d'autres acteurs qui veulent agir dans le même sens.

« Je parle d'économies harmonieuses et viables »

« Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui l'on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme.

Je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène, désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières. »

(Aimé Césaire, poète et homme politique français (Martinique 1913-2008) – Extrait de « Discours sur le colonialisme » 1950).



Pénaliser les pratiques agricoles destructrices de la terre

Les pays du Sud ont le droit de protéger leurs propres agricultures vivrières par des droits de douane conséquents sur les produits alimentaires importés. L'une des conséquences de ces choix sera de provoquer les pays riches et industrialisés à limiter leur production agricole et à mettre fin aux pratiques d'exportation à bas prix avec subventions publiques (le dumping). Les agricultures de tous les pays doivent se concentrer sur la satisfaction des besoins des marchés locaux pour des produits de qualité proposés aux consommateurs.



Il faut aussi que les organisations paysannes demandent aux gouvernements d'appuyer le travail des mouvements sociaux en rural, le travail en faveur de réformes agraires pour garantir aux agriculteurs le droit et l'accès à la terre, à l'eau, aux semences paysannes, aux ressources de production. Comme le dit une organisation paysanne d'Argentine, les pouvoirs publics doivent appuyer l'agriculture organique, biologique, diversifiée, pour faciliter le droit et l'accès aux terres improductives par les paysans qui veulent les travailler. Et elle ajoute : « Les pouvoirs publics doivent mettre en place des dispositifs qui pénalisent les pratiques agricoles anti-écologiques, polluantes et qui détériorent la nature, donc agir contre les multinationales agroalimentaires, et contre les pratiques de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale. Car le secteur de l'agriculture familiale paysanne est le plus important dans le monde et garantit une qualité de vie pour tous et une alimentation saine et de qualité ».

Mettre en œuvre les Droits humains pour tous

Insérée dans la dynamique de l'économie sociale et solidaire, l'agriculture familiale paysanne peut ainsi développer ses dimensions sociale, économique et environnementale. Elle contribue à renforcer les notions de société, de solidarité, de citoyenneté. Elle est plus qu'un outil économique, en créant du lien social. Des jeunes sans emploi qui se lancent dans la création de textile pour le vendre font plus que tisser du tissu ; ils créent aussi du tissu social entre eux et dans la société. Il en est de même pour l'agriculture familiale paysanne.

L'économie sociale et solidaire conduit à de nouvelles formes de structure politique et de contre-pouvoir. Elle est un formidable moyen de réfléchir et d'expérimenter une répartition plus équitable des richesses, donc à la mise en œuvre des droits humains pour tous.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelles actions mène votre groupe pour favoriser l'agriculture paysanne ?*
- *Avec quels réseaux faites-vous alliance pour ces actions ?*
- *Quels résultats avez-vous obtenu par vos actions ?*



Pour ce numéro de VMR, nous avons interviewé Joseph Kama, responsable national du Mouvement des Adultes Ruraux Catholiques (MARCS) et technicien en énergies renouvelables au Sénégal.

Joseph Kama, pour les lecteurs de VMR, pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Joseph Kama, j'habite au Sénégal. Je suis marié, père de 5 enfants. Je dirige une petite entreprise locale à Kaolack, comme technicien en énergies renouvelables, et plus spécialement le solaire. Ce travail s'inscrit dans un vaste programme voulu par le Gouvernement de mon pays pour développer l'énergie solaire pour l'éclairage public et les maisons individuelles.



Depuis longtemps, je milite comme chrétien dans les mouvements ruraux d'action catholique. Actuellement je suis responsable national du Mouvement des Adultes Ruraux Catholiques du Sénégal (MARCS). Mon épouse est trésorière diocésaine pour le Mouvement.

En plus de ce métier en énergies renouvelables, vous travaillez la terre ?

En effet, avec ma famille, nous travaillons une petite exploitation de 5 hectares. Nous cultivons le maïs, le mil et le haricot, pour notre consommation familiale. Nous cultivons aussi de l'arachide, pour vendre sur le commerce local, et ainsi avoir des rentrées financières.

Quelle est la situation de l'agriculture au Sénégal ?

Depuis un certain nombre d'années, elle perd de la valeur : elle n'arrive plus à nourrir la famille qui travaille la terre. L'une des conséquences est que les jeunes abandonnent l'agriculture, pourtant la base de notre alimentation et de notre vie.

Quelles sont les raisons de cette situation ?

J'en donnerai trois principales :

- Il y a tout d'abord les aléas climatiques. Depuis deux ans, nous avons un déficit de pluie, et donc les récoltes sont mauvaises. Ce qui ne permet pas d'avoir assez de nourriture pour la population.



Four solaire, Sénégal



Nous ne sommes pas les seuls à subir le climat, mais je pense que cela est lié en partie aux problèmes du dérèglement du climat dans le monde.

- La deuxième cause vient de la politique du gouvernement ou plus exactement du manque de politique agricole dans le pays. Il n'y a pas de programme à long terme pour permettre aux agriculteurs l'accès à la terre, aux semences, aux intrants et autres besoins pour produire.

L'Etat fait des programmes au coup par coup. Je prends un exemple : On promet des semences aux agriculteurs, qu'ils pourront acheter à prix abordable.

Mais nous constatons que ces semences sont de mauvaise qualité, et arrivent souvent en retard pour les semis. L'Etat laisse faire les intermédiaires qui se servent au passage. Des semences destinées aux paysans se retrouvent sur le marché, vendues par des commerçants locaux qui les ont pris au passage. Et l'Etat laisse faire.

- La troisième raison tient à la mauvaise qualité de la terre à l'intérieur du pays. La terre est surexploitée, et la monoculture – par exemple celle de l'arachide ou du coton - appauvrit la terre. L'arachide et le coton sont cultivés pour l'exportation, souvent au détriment des cultures vivrières.



Programme d'immersion, 2003 - Togo



Formation Santé, Sénégal

Ce que vous venez de dire montre que vous êtes confrontés à des difficultés. Et que la voie serait la souveraineté alimentaire pour le pays. Que fait le Mouvement MARCS dans cette situation ?

Effectivement, nous sommes vraiment dans le débat sur ce que devrait être la souveraineté alimentaire. Mais la pratique de l'Etat vers l'agriculture ne va pas dans ce sens, du moins pour le moment.

Pour notre part, dans le Mouvement, nous voulons former les personnes à se prendre en charge.

C'est à nous de nous prendre en main. Notre avenir, c'est à nous de le construire. Pour cela, nous avons des programmes de formation technique.

Par exemple, nous formons les membres du mouvement à réaliser du compost, à régénérer les sols, à protéger la nature ; pour les femmes, nous avons des programmes de formation pour apprendre à transformer et valoriser les produits locaux.

Ces formations techniques, dans les villages, sont proposées à toutes les familles agricoles. Et elles rencontrent un franc succès.



Cette formation technique ne devrait-elle pas être assurée par des organismes compétents ?

Peu d'organismes proposent ces formations... La formation est bien plus que technique dans le Mouvement ; C'est en même temps une formation humaine, une conscientisation, pour nous prendre en main comme je le disais tout à l'heure.

Nous développons, à travers ces formations, l'esprit de solidarité, la capacité de chacun à comprendre et analyser sa situation, à chercher les remèdes et à agir pour vivre mieux.

Quels sont les appuis qu'a le Mouvement pour mener son travail de formation et de conscientisation ?

Le premier soutien est celui de nos membres. Chacun cotise au Mouvement selon ses possibilités. Pour chaque rencontre, par exemple, chacun apporte quelque chose que l'on partage pour les repas. Cela réduit les coûts financiers. Et ainsi beaucoup plus de familles peuvent participer.



Nos programmes sont soutenus financièrement par le Mouvement allemand, le KLB, que je tiens à remercier pour ce soutien. Localement aussi, la Caritas nous aide pour les formations.

Et nous avons le soutien de l'Eglise catholique du pays. Il y a un an, les Evêques ont publié une lettre sur la situation dans le monde rural. Cette lettre a été préparée en concertation étroite avec les Evêques par le MARCS et avec d'autres organisations du monde rural et paysan.

Les Evêques insistent sur trois points en faveur des paysans : favoriser l'accès à la terre et à l'eau, pour permettre de produire pour vivre dignement ; ils affirment aussi leur soutien aux communautés de base, ferment de vie meilleure pour tous et toutes.

Dans cette dynamique paysanne, quel message final voulez-vous dire ?

Je voudrais, en tant que responsable du MARCS, insister sur l'importance de la souveraineté alimentaire. Le MARCS fait tout pour que ce principe soit mis en œuvre par nous-mêmes, par tous les membres, dans le cadre de la recherche d'une économie sociale et solidaire. Nous voulons aussi que nos dirigeants comprennent ce principe et le mettent en œuvre pour le pays.

Enfin, plus que jamais, avec la crise alimentaire actuelle dans de nombreux pays, il faut lutter contre les agro-carburants. Nous devons nous unir sur le champ de bataille pour gagner le défi de l'alimentation de toute et de tous.



Informations générales

Comme nous vous l'annoncions dans le numéro précédent, les membres du Bureau et du Comité exécutif se sont réunis en mai dernier. Après un programme de 3 jours en Allemagne - Assemblée générale du KLB et 20 ans de l'ILD - les membres du CE ont organisé un séminaire sur le thème de l'agriculture paysanne familiale comme modèle alternatif dans le cadre de l'économie solidaire. Vous trouverez le communiqué final de ce séminaire à la page 18.

Les coordinations régionales ont eu également l'occasion de se rencontrer au cours de ce programme.

Pour l'Asie, il est question d'une participation au Forum Social Mondial de janvier 2009 avec un programme d'immersion auprès du Mouvement sans Terre du Brésil. Les coordinateurs latino américains veulent faire porter leurs efforts sur le renouvellement des contacts dans la région afin de déjà préparer la Rencontre mondiale de 2010 et les africains prévoient des rencontres décentralisées dans les 3 régions du continent. Pour les Européens, l'actualité est à la préparation du Séminaire continental qui aura lieu en Croatie du 07 au 14 septembre prochain.



*Visite à la Mairie de Zagreb,
Avril 2008 - Croatie*

La Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale, les défis du changement climatique et des bioénergies a eu lieu à Rome du 03 au 05 juin dernier.

Nous nous réjouissons que cette Conférence ait eu lieu et que les gouvernements aient eu à cœur d'être représenté au plus haut niveau, conscients des impacts du changement climatique et du développement des agro-carburants sur le monde rural. Nous regrettons toutefois que la société civile n'ait pas été davantage consultée et représentée lors de ce Sommet.

M. Jean Ziegler a terminé son mandat de « rapporteur spécial » pour le droit à l'Alimentation à la Commission des Droits de l'Homme. Nous tenons à souligner la qualité de ses rapports.

Nous nous réjouissons de la nomination de M. Olivier de Schutter qui lui succède. Dans une interview accordée au journal "Le Monde" (édition du 3 mai 2008) M. de Schutter parle clairement de la responsabilité des Institutions financières internationales dans la crise alimentaire actuelle, de la suppression graduelle des subsides à l'agriculture pour cesser le dumping...

Le MIJARC, Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique a tenu sa rencontre mondiale et son Assemblée générale en Ouganda en mai dernier. Le thème du séminaire de la rencontre en était « Osons bâtir un nouveau monde rural ».

Le président Georges Dixon Fernandez a été élu pour un second mandat au cours de l'Assemblée générale.

La JOCI, Jeunesse Ouvrière Catholique Internationale lancé officiellement sa campagne internationale en faveur du droit à la protection sociale le 28 avril dernier. Le lancement de cette campagne fait partie d'un plan d'action mis en œuvre par la JOCI sur une période d'au moins 8 ans parmi les travailleurs de l'économie informelle, les travailleurs temporaires, les jeunes travailleuses et les chômeurs. Vous pouvez signer la pétition en ligne sur le site de la JOCI www.joci.org

Lux'09 : le site de l'événement est maintenant en ligne www.lux09.lu. Ce site donne un accès direct vers les forums de discussions que nous vous invitons à découvrir. N'hésitez pas à participer aux débats, à faire part de vos propositions, afin de construire ensemble les problématiques des 12 ateliers qui seront travaillés pendant le Forum.





Votre rubrique

Nous vous rappelons que cette rubrique vous est ouverte.

En parallèle avec le dossier, nous vous proposons une présentation schématisée du concept d'agriculture familiale paysanne.

Un peu de vocabulaire :

Paysanne : à comprendre ici comme agriculture d'un pays, adaptée à un territoire, localisée.

Familiale : à comprendre dans sa dimension d'exploitation pour faire vivre une famille, en sachant qu'il existe des entreprises familiales tout à fait capitalistes.

Quelques caractéristiques de l'agriculture paysanne :

- Diversité de productions
- Limitation de l'endettement
- Valorisation de la commercialisation dans des circuits courts
- Valorisation des synergies avec d'autres entreprises du territoire

Conditions de réussite :

- Enjeu de bonnes performances techniques : pour assurer la réussite de la production
- Prix rémunérateurs
- Faire vivre au maximum le territoire, qui peut aller du village au pays, voire à un groupe de pays
- Agir local, penser global ; agir global, penser local

Freins à l'agriculture paysanne :

- Dépasser les réflexes de compétition, de concurrence
- S'organiser pour gérer du risque, des aléas
- Gérer des régulations politiques
- Enjeu de décentralisation des décisions
- Bref : démocratie véritable à faire vivre !

Notion à relier à :

- Souveraineté alimentaire
- Économie solidaire
- Commerce équitable
- Développement durable



*Membres du CE,
Avril 2008 - Paderborn (Allemagne)*



PUBLIE PAR

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)